Lectures

Les comptes rendus
/
2016

Taly Jaoui, Philippe Velilla, *Génération SOS RACISME. Heurs et malheurs d'une génération morale.*

JONATHAN RÉVEILLÉ

Taly Jaoui, Philippe Velilla, *Génération SOS Racisme. Heurs et malheurs d'une génération morale*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Clair & Net », 2015, 153 p., ISBN : 978-2-35687-408-5.
Vous pouvez commander cet ouvrage sur le site de notre partenaire Decitre

Texte intégral

PDF

1 Dans cet ouvrage, les deux auteurs proposent de revenir sur le mouvement antiraciste au prisme de l'association SOS Racisme, association créée en 1984 qui est rapidement devenue un acteur incontournable de l'antiracisme contemporain en France. En effet, l'association s'est inscrite de façon inédite dans un grand mouvement de masse, présenté comme apolitique, rassemblant une génération morale autour des grandes valeurs humanistes. Comme le rappellent les deux auteurs, si le mouvement antiraciste est d'abord générationnel (p. 13) et SOS Racisme une affaire de Potes[1] « sans distinction de couleur de peau, d'origine ou de religion » (p. 7), il est important de mener une analyse de l'histoire interne de l'association, faite de scissions et de contradictions et de mettre en évidence le contexte socio-politique général favorable à

l'émergence d'un discours apolitique, pacifiste et universaliste. L'ouvrage est co-écrit par Taly Jaoui, documentariste et ancienne membre de l'équipe dirigeante de SOS Racisme et Philippe Velila, essayiste, auteur de plusieurs ouvrages sur les questions d'identité et de communautarisme.

2 Les auteurs situent le contexte de l'émergence d'un tel discours universaliste dans la banlieue de Lyon, à Vénissieux, dans le quartier des Minguettes qui va connaitre une succession de conflits entre policiers et jeunes l'été 81. Ces conflits sont eux-mêmes le résultat de choix politiques contestables comme la « gestion policière des population immigrées par des fonctionnaires souvent issus de familles pieds noirs[2] » (p. 17), qui va renforcer localement les conflits entre une jeunesse précarisée et des représentants des forces de l'ordre aux méthodes répressives et violentes. Dans cet antagonisme, la question du racisme, en tant que phénomène situé « à la confluence de tous les maux de la société » (p. 6) se dessine en toile de fond. En effet, l'immixtion des questions ethniques et des questions sociales va créer un climat de tension général, dans lequel les responsables politiques vont jouer un rôle non-négligeable, en favorisant par exemple, pour des raisons de calcul électoral, l'émergence d'un discours sécuritaire[3].

3 Dans ce contexte local et national, deux personnalités vont émerger et donner aux révoltes un tournant inattendu, Toumi Djaidja, et Christian Delorme, respectivement « le meneur des Minguettes » et le « curé des Minguettes », réunis pour donner aux émeutes urbaines des jeunes de quartier une forme pacifique et un écho médiatique. Les deux protagonistes partagent un intérêt commun pour les mouvements pacifiques, inspirés notamment par les œuvres de Martin Luther King et Gandhi que Christian Delorme (né en 1950), curé atypique (ancien militant de Mai 68, très engagé dans les luttes du Larzac) a fait découvrir à Toumi Djaidja (né en 1962), animateur stagiaire dans le quartier des Minguettes. Dans cette optique, les deux protagonistes tentent de répondre aux diverses altercations musclées avec la police dont Toumi lui-même a été victime. Débutée à Marseille le 15 octobre 1983, ce qu'il sera convenu d'appeler « la Marche des Beurs » réunit initialement un groupe de jeunes garçons des Minguettes qui sera rejoint très tôt par d'autres jeunes aux différentes étapes. À leur arrivée à Paris, les Marcheurs sont accueillis par 100 000 personnes, rassemblant différentes personnalités (politiques ou non) principalement de gauche (Giselle Halimi, Jack Lang, Georgina Dufoix, etc.), ainsi que des militants PS et des jeunes issus de l'immigration venus de toute la France. Les Marcheurs sont reçus quant à eux par le président de la République qui décide d'accéder à « une de leur principales revendications : la carte unique[4] de 10 ans ». Peu après, la manifestation pacifiste et apolitique de 1983 va laisser place à des débats idéologiques sur la « communauté », arabe ou musulmane, dans les différents collectifs de soutien à la marche, notamment fédéré au sein du Collectif jeune de la région parisienne. Ce collectif reprend en partie les revendications de militants issus de la mouvance autonome, reprochant aux Marcheurs de n'être « pas assez immigrés et de faire une place aux curés » (p. 30). Ce climat propice aux divisions va conduire à « une absence de leadership incontesté » (p. 31) peu favorable à l'expression d'un discours commun.

4 Dans ce contexte, les auteurs montrent le rôle clé de Farida Belghoul (né en 1958), une des organisatrices de Convergence 84 et de la deuxième Marche, qui a tenté d'opérer une synthèse entre le discours identitaire de 1984 émergeant des collectifs et le discours universaliste de 1983. Cette position est clairement établie lors d'une intervention en Mars 1984 au colloque du MRAP organisé dans les locaux de l'UNESCO et intitulé « Vivre ensemble avec toutes nos différences », dénonçant notamment « le droit à la différence comme une forme voilée de l'exclusion » (p. 31). Cette prise de position sera suivie par une deuxième Marche, où s'affichent néanmoins des divisions quant à la ligne à adopter. Le discours d'arrivée à Paris en 1984 le 1er décembre 1984, acte la différence entre les « antiracistes de centre-ville » et les « vrais militants » des quartiers. Néanmoins, ce jour-là, « à l'arrivée de la manifestation, il se passe autre chose » (p. 32) : des milliers de badges « Touche pas à mon pote » sont vendus aux participants sous la présence de Julien Dray et Harlem Désir, marquant symboliquement la naissance de SOS Racisme au moment de la désunion au sein du « mouvement beur ».

5 Pour autant, parler de « récupération » de la cause antiraciste de la part de SOS Racisme - comme l'ont fait par exemple Farida Belgouhl (dès 1984 auprès des militants de Convergence 84) ou Toumi Djaidja (publiquement lors des célébrations des 30 ans de la Marche) - serait réducteur selon les auteurs. En effet, ces derniers souhaitent mettre en évidence les multiples facteurs – sociologiques et politiques - qui ont permis à de jeunes ambitieux, tels que Julien Dray et Harlem Désir, de bénéficier d'un tremplin politique inespéré. Comme l'indiquent les auteurs, il est intéressant de noter que « c'est la crise de la gauche qui va leur [les dirigeants de SOS Racisme] permettre d'émerger » (p. 47). En effet, le « tournant de la rigueur » opéré par le gouvernement Mauroy en 1983, associé à des scores importants des listes Front National, aux différentes élections (européennes, municipales), conduira le gouvernement à favoriser l'expression d'un grand mouvement apolitique, susceptible de rassembler une génération « qui rechigne à s'engager sur le plan idéologique mais reste capable d'élan humanitaire » (p. 59). Par ailleurs, les élections législatives de 1986, remportées par la liste RPR-UDF conduisent le Président François Mitterrand à former un gouvernement de cohabitation avec Jacques Chirac, qui devient alors Premier Ministre. Lors de cette cohabitation (1986-1988), deux ministres vont faire l'objet de contestations : Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, à propos de sa politique répressive à l'égard des immigrés, à l'occasion de sa loi de 1986 sur la limitation de l'immigration et l'accès à la nationalité française et Alain Devacquet ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, à propos de sa réforme sur les droits d'entrée et le suivi des études dans l'enseignement supérieur.

6 À travers la contestation de ces réformes, SOS Racisme parvient à mobiliser une population immigrée stigmatisée par une partie du RPR et une jeunesse populaire qui a tout misé sur « la réussite scolaire comme moyen de promotion sociale » (p. 70). De ce fait, SOS Racisme jouera un rôle clé d'appui au président François Mitterand dans la période de cohabitation. En effet, cette « vaste coalition antiautoritaire » vis-à-vis du gouvernement Chirac va d'ailleurs tourner en faveur du président en exercice et sera d'ailleurs en partie la clé de sa réélection en 1988. Ici, l'ouvrage a le mérite de restituer de manière objective une histoire de l'association, en explicitant le soutien des élites politiques et culturelles (Pierre Bergé notamment) dont a pu bénéficier l'association à divers périodes clés du pouvoir mitterrandien. Il est notamment fait mention de Bernard Pignerol, conseiller du président Mitterrand qui, dès 1984, dans une « Note au président de la République », soulignait l'intérêt, dans l'optique d'une réélection du candidat socialiste, de l'émergence d'un « grand mouvement de jeunesse autour de l'antiracisme » (p. 52). À la suite de cette réélection de 1988, Julien Dray deviendra député de la dixième circonscription de l'Essonne aux élections législatives de 1988, sans pour autant être nommé au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux sports (poste qu'il convoitait) dans le gouvernement de Michel Rocard. Néanmoins, Julien Dray et ses « potes » (anciens compagnons de route de SOS Racisme) joueront de leur influence et se mobiliseront « sur leur terrain de prédilection : la rue » (p. 76) afin de soutenir le mouvement de grève et les manifestations des infirmières en 1988 (où de nombreux ami(e)s des « Potes » sont présents dans la coordination et dont la porte-parole est membre de la mini-tendance que Julien Dray anime au PS) et le mouvement des lycéens en 1990, par le biais la FIDL, Fédération indépendante et démocratique lycéenne (dont Julien Dray est à l'origine) où la petite main invisible de SOS Racisme exerce son emprise. Ici, on peut comprendre également l'intérêt indirect de ces mouvements de contestation pour François Mitterrand car, comme le précise les auteurs, Michel Rocard et Lionel Jospin (Ministre de l'Education Nationale en 1990), ont composé une alliance l'année précédente au Congrès du Parti Socialiste à Rennes qui « a bien failli renverser la majorité mitterrandiste au sein du PS » (p. 77)

7 Comme le rappellent très justement les auteurs, les polémiques sur SOS Racisme sont nombreuses : inféodation au Parti Socialiste, récupération du « mouvement Beur », promotion du différentialiste contre l'assimilationniste républicain, carriérisme des dirigeants, présence de la seule UEJF (Union des étudiants juifs de France) en tant qu'organisation au sein de SOS, etc... Paradoxalement, ces accusations ont longtemps empêché « toute investigation sérieuse sur la question » (p. 52), renforçant ainsi les arguments de ses détracteurs sur l'opacité de l'association quant à ses intentions

réelles[5]. Ainsi, les auteurs cherchent à nuancer ces accusations récurrentes et proposent de considérer un double mouvement progressif de « lepénisation des esprits » et de montée des questions identitaires dans lesquelles SOS Racisme « en considérant que la capacité de mobilisation est plus importante que le programme » (p. 100) n'a pas su marquer de position forte dans le débat d'idées. Ici, la responsabilité de SOS Racisme est mise en perspective dans un contexte global qui permet de mieux prendre en compte les multiples facteurs explicatifs de son succès passé et du déclin actuel. Sur ce point, les auteurs développent des pistes intéressantes quant au déficit de représentation des diverses communautés à l'échelon national, reprenant en cela les analyses de Dominique Sopo, président actuel de SOS Racisme. En revanche, on peut s'interroger sur la pertinence de cette grille de lecture « communautaire » ou « identitaire » pour comprendre les phénomènes - cités en fin d'ouvrage - aussi différents que le « racisme anti-blanc » (p. 131) prôné par Houria Bouteldja et les représentants du Parti des Indigènes de la République, le succès des spectacles de l'humoriste Dieudonné ou encore les manifestations qui ont suivi les attentats de Charlie Hebdo le 11 janvier 2015.

Notes

1 En référence au slogan de SOS Racisme « Touche pas à mon pote ».

2 Christian Delorme, *La Marche*, Paris, Bayard, 2013.

3 Les auteurs nous expliquent qu'à Marseille, en 1983, la liste socialiste aux municipales fera une alliance de circonstance au second tour avec une liste intitulée « Marseille-Sécurité ». Sur cette question, on peut renvoyer aux archives de l'INA : http://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche-media/Repmed00457/la-reelection-de-gaston-defferre-a-la-mairie-de-marseille.html

4 La « Loi sur le titre unique de séjour et de travail » entre en vigueur le 19 Juillet 1984 et consiste à attribué à chaque travailleur immigré et visait à favoriser l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleur immigrés.

5 Les arguments concernant cette opacité de l'association sont anciens. En effet, un des premiers ouvrages critiques sur SOS Racisme sera écrit en 1990 par Serge Malik (un des fondateurs de SOS Racisme) et s'intitulait *Histoire secrète de SOS Racisme*, validant ainsi cette thèse.

Pour citer cet article

Référence électronique
Jonathan Réveillé, « Taly Jaoui, Philippe Velilla, *Génération SOS RACISME. Heurs et malheurs d'une génération morale.* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2016, mis en ligne le 13 mars 2016, consulté le 02 mai 2017. URL : http://lectures.revues.org/20344

Rédacteur

Jonathan Réveillé
Sociologue

Articles du même rédacteur

Marianne Blanchard, Sophie Orange, Arnaud Pierrel, *Filles + sciences = une équation insoluble ? Enquête sur les classes préparatoires scientifiques* [Texte intégral]

Claire Balleys, *Grandir entre adolescents. À l'école et sur Internet* [Texte intégral]

Cécile Rabot, *La construction de la visibilité littéraire en bibliothèque* [Texte intégral]
Tous les textes

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors